**Parler de financement pour éviter de parler d’administration de nos universités**

En vue de la 3e rencontre préparatoire au sommet sur l’enseignement supérieur portant sur la gouvernance et le financement des universités (les 17 et 18 janvier), nous avons pu assister ces derniers jours à des échanges vifs autour de la question du financement, échanges qui semblent intéresser les médias bien davantage que lorsqu’il était question de qualité de l’enseignement. Comme quoi dès qu’on parle de chiffres, l’intérêt revient.

Mais au fait, quel est l’intitulé de la rencontre? « Gouvernance et financement des universités ». Si, lorsque nous avons appris les thèmes des rencontres préparatoires au sommet en novembre, le fait de traiter ces deux questions dans une même rencontre m’était apparue surprenant, les choses commencent à s’éclaircir: en mettant les deux ensemble, on pourra dire qu’on a parlé des deux, autrement dit, on pourra dire qu’on a parlé de gouvernance. Oh, bien sûr, on aura parlé plus de financement, mais bon, on aura quand même évoqué la gouvernance. Puis dans le fond, dès qu’on parle de financement, est-ce qu’on ne parle pas de gouvernance? Et de fait, quand on demande de « mieux » couper dans le budget des universités, est-ce qu’on ne demande pas une meilleure gestion, une gestion plus efficace des universités et donc une meilleure gouvernance?

Mais qu’est-ce que la gouvernance? A vrai dire, l’emploi de ce terme même est problématique. Dans un ouvrage tout récemment paru à ce sujet, Alain Deneault rappelle ainsi que ce terme est apparu dans les années 80 lorsque les technocrates de Margaret Thatcher ont habillé du joli nom de « gouvernance » le projet d’adapter l’Etat aux intérêts et à la culture de l’entreprise privée. Tiens, tiens, intéressant quand on pense au mode de gestion entrepreunariale des universités. Appliquée sur un mode gestionnaire ou commercial par des groupes sociaux représentant des intérêts divers, la gouvernance prétendrait alors à un art de la gestion pour elle-même et participerait discrètement à l’instauration de l’ère du management totalitaire.
Finalement, le terme de gouvernance ne serait qu’un beau mot pour masquer sa réalité, pour masquer sa dilution pleine et assumée dans les questions de bonne gestion et de bon management.

Or, de cette façon, on passe totalement à côté d’une question fondamentale que devrait appeler tout questionnement sur la gouvernance : qui administre l’université? Quels sont les pouvoirs de la communauté universitaire face à cette administration? D’où proviennent ceux et celles qui siègent sur les Conseils d’Administration? Pourquoi sont-ils toujours en majorité composés de membres externes à la communauté universitaire?

Autrement dit, pourquoi les membres de la communauté universitaire ne gèrent-ils pas eux-mêmes leurs universités? Pourquoi l’université échappe-t-elle à ses propres membres qui en constituent pourtant son âme?
Ainsi, au-delà de demander aux recteurs et rectrices de revoir leurs chiffres, ne faut-il pas se demander pourquoi ont-ils un tel pouvoir? Pourquoi n’avons-nous pas de voix dans le financement de nos universités? Pourquoi les décisions relatives au financement sont entre les mains d’une minorité et qui plus est, d’une minorité souvent majoritairement externe à la communauté universitaire? Ce ne serait donc plus la question du financement qui serait première et déterminerait celle de la gouvernance mais bel et bien l’inverse.
D’autant plus qu’il n’est pas sans intérêt de rappeler que les universités se sont constituées à leurs origines autour de principes forts  tels que ceux de collégialité et d’autonomie. Où sont donc passés ces principes? Les a-t-on oubliés en même temps qu’on a oublié que l’université était avant tout ce lieu de diffusion du savoir et non pas ce lieu de productivité et source de croissance économique? Mais alors, a-t-on vraiment encore affaire à des universités si celles-ci ne sont gérées que sur le mode de l’entreprise privée?

Bref, c’est bien de cette question du mode d’administration de nos universités dont on devrait avant tout parler. C’est bien de ce que sont devenues nos universités et de la mission qu’on leur assigne dont on devrait avant tout parler.

*Blandine Parchemal*